

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

### ST 48 "Que font les terrains autoritaires aux théories de l'action collective"

**Maria Bigday et Yauheni Kryzhanouski, doctorants en science politique, UMR7012, GSPE-Prisme, Université de Strasbourg, yauheni.kryzhanouski@yahoo.fr**

#### **Du rock-n-roll et des sciences sociales au Belarus: interpréter de nouvelles formes de la résistance dans un régime autoritaire postsoviétique**

L'idée de faire une intervention commune vient dans notre cas du terrain et de l'analyse des résultats des deux études distinctes. En comparant les résultats de nos recherches respectives, menées dans le cadre de nos thèses, nous avons remarqué une certaine similarité au niveau des processus observés. Ce constat a été d'autant plus étonnant, qu'il s'agissait de deux objets au premier égard assez dissemblables : Maria Bigday travaille sur les acteurs de l'analyse sociopolitique non-étatique (en partant du phénomène des *think tanks*), et Yauheni Kryzhanouski étudie le rock contestataire en tant qu'un mouvement protopolitique.

Les deux recherches touchent aux logiques du fonctionnement et de l'institutionnalisation de deux espaces sociaux dans le contexte du régime autoritaire – sur l'exemple biélorusse<sup>1</sup>.

Dans le contexte sociopolitique du régime autoritaire ces deux types d'activité sociale se sont progressivement transformés en objets socialement définis comme relevant du domaine de l'action politisée, sinon politique : d'une manière assez originale la musique rock « contestataire » (i.e. plus ou moins explicitement antiautoritaire) et l'analyse sociale, économique et politique « indépendante » (i.e. non-étatique) semblent devenir deux formes d'action antiautoritaire.

Les similitudes dont la présence nous avons pu constater, touchaient avant tout au déroulement du processus de la politisation, ou plutôt de la repolitisation protestataire, des activités en question, et des usages stratégiques de ces processus par les acteurs.

Alors, dans cette intervention nous aimerions donner une esquisse des mécanismes qui rapprochent du politique les espaces qui en paraissent plus ou moins éloignés, et qui confient à ces espaces une forte dimension protestataire dans un régime autoritaire postsoviétique.

---

<sup>1</sup> Sur le régime autoritaire biélorusse voir par exemple : Goujon Alexandra, « Le 'loukachisme' ou le populisme autoritaire en Biélorussie », in *Politique et Sociétés*, Vol. 21, n° 2, 2002, pp. 29-50 ; Goujon Alexandra, *Révolutions politiques et identitaires en Ukraine et en Biélorussie (1988-2008)*, Paris, Belin, 2009 ; Lallemand Jean-Charles et Symaniec Virginie, *Biélorussie, mécanique d'une dictature*, Paris: Les petits matins, 2007 ; Lallemand Jean-Charles, Goujon Alexandra et Symaniec Virginie (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris: L'Harmattan, 2001 ; Du Castel Viviane, *Biélorussie, une indépendance à la dérive*. Paris: L'Harmattan, 2000 ; Lapatniova Alena, *Biélorussie : les mises en scène du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 2001.

## ***Présentation des objets : genèse et évolution***

Tout d'abord, il faut préciser que les deux objets d'étude ont été *a priori* exogènes/étrangers au contexte sociopolitique des Etats postsoviétiques et ont été « importés » de l'autre côté du rideau de fer durant la fin de la période soviétique ou peu après. Cependant le processus du transfert des modèles sociaux d'un contexte vers un autre ne se passe jamais d'une manière linéaire et directe. Ainsi la musique rock, aussi bien que les formes indépendantes de l'analyse sociopolitique, ont-elles acquis des propriétés et des significations spécifiques, façonnées par le contexte biélorusse autoritaire.

### *Rock national, rock contestataire*

La musique rock n'est clairement pas un phénomène biélorusse, postsoviétique ou soviétique à l'origine. En Biélorussie un mouvement rock « indépendant » - c'est-à-dire celui, qui se trouve à l'extérieur du système officiel des « ensembles vocaux et instrumentaux » (VIA) - apparaît de façon plus ou moins organisée vers le milieu des années 1980. Sous l'influence du mouvement rock « russe-soviétique » et ceux des pays de l'Europe de l'Est (qui étaient en leur tour influencés par les scènes des Etats occidentaux), les premiers groupes rock biélorusses – Mroja (rêve), Bonda (morceau), Miascovy Čas (heure locale) – commencent à créer de la musique moderne, avec le chant en biélorusse. Non seulement le contexte soviétique amplifie la dimension contestataire propre au courant musical rock, mais le fait même de ne chanter qu'en biélorusse, de ne parler que le biélorusse publiquement constitue à l'époque une certaine forme de non-conformisme.

L'apparition des mouvements de la « Renaissance nationale » dans les Républiques européennes de l'URSS ne font que renforcer cette dimension « antisoviétique » de la musique « subversive », qui fait appel aux conventions des mouvements « nationalistes », dont la langue et l'identité nationales sont des éléments centraux.

Les textes des chansons des groupes rock (considérés par les musiciens et les critiques musicaux biélorusses comme un élément primordial de la production artistique) non seulement font appel aux symboles « antisoviétiques » de la Renaissance nationale, mais aussi contiennent des éléments de la critique voilée du système soviétique – tantôt à travers l'expression poétique du pessimisme social, tantôt à travers des formes particulières de l'humour social.

Même si les musiciens se considèrent avant tout comme des artistes, et non comme des leaders politiques, les alliances commencent à se tisser entre le rock « national » et ceux des « clubs informels » biélorusses qui se transforment en 1989 en Front Populaire Biélorusse, la principale force de l'opposition et de la contestation nationale du régime soviétique.

Avec la disparition de l'URSS, durant une brève période plus ou moins démocratique dans l'histoire biélorusse (1991-1995), le rock « national » perd sa dimension contestataire en devenant un mouvement artistique plutôt consensuel qui prétend au statut de la musique officielle de la « Renaissance nationale ». Cependant, cette période « libérale » aussi bien dans la politique que dans l'art peut être caractérisée comme celle du déclin du rock national - la concurrence ouverte avec la musique occidentale et la situation économique du pays, avec ses répercussions sur l'état des scènes artistiques ne constituaient pas des conditions propices pour le développement de ce courant musical. Du surcroît, le rock national n'a pas été

consacré en musique « officielle » de la Biélorussie indépendante – premièrement pour des raisons esthétiques : si le rock est devenu un bon support artistique pour l’action contestataire, sa compatibilité avec la scène politique plus stabilisée n’est pas évidente ; deuxièmement parce que les anciens alliés politiques du rock contestataire – le Front Populaire en particulier – n’ont pas réussi à se saisir entièrement du pouvoir politique et ont été obligés de partager le pouvoir avec d’anciens fonctionnaires soviétiques.

A partir de 1995, avec le revirement autoritaire du régime politique, ce mouvement se repolitise et se constitue finalement en acteur protopolitique, sans sortir néanmoins du système commercial de production, tout en profitant des avantages que fournit le statut de l’avant-garde engagée. Toujours centré éthiquement sur les valeurs de l’identité nationale et de la promotion de la langue biélorusse, ce mouvement est proche des forces politiques qui s’institutionnalisent à partir de 1996 en opposition « nationale-démocratique » du pays. Les groupes rock participent régulièrement aux concerts de soutien à l’opposition et prennent publiquement position en sa faveur. Le caractère contestataire et oppositionnel du rock « national » devient une partie indissociable de leur œuvre.

Au niveau du contenu textuel des chansons, l’appel aux symboles de la Renaissance nationale et l’utilisation de la langue biélorusse redeviennent des éléments contestataires, et les critiques plus ou moins voilées ciblent maintenant le régime autoritaire – en réclamant plus de liberté, en faisant apparaître des méfaits et des défauts des politiques publiques ou en visant les structures du pouvoir et les personnalités politiques. Les forces de l’ordre, les hommes politiques et surtout le président de la Biélorussie deviennent des objets de moquerie.

D’ailleurs, le système de production (commercial ou *samizdat*) et le degré de l’explicitation de la critique contenue dans les textes deviennent la raison du clivage à partir de la fin des années 1990 de la scène rock contestataire entre le rock « traditionnel » et le rock « underground », le dernier refusant toute forme de contournement de la censure par le caractère « caché » des messages politiques.

En 2004-2007 la plupart des groupes ou des chanteurs du mouvement rock contestataire sont informellement interdits d’accès à la télévision et à la radio, ainsi qu’aux salles de concerts. Cette pression étatique ramène à la situation où les acteurs entreprennent des tentatives de dépolitisation relative de leur activité.

Cependant, vu le caractère contestataire du rock, symboliquement indissociable de l’activité artistique de ce courant musical, cette entreprise n’est pas facile. Même si les acteurs déclarent n’être que des artistes qui n’ont plus grand-chose à faire avec la politique, les leaders des partis et les médias de l’opposition confèrent des significations politiques à leur œuvre ou leurs prises de position, que les musiciens le souhaitent ou non.

#### *Analyse sociopolitique non-étatique : les think tanks dissidents*

La création des centres non-étatiques d’analyse politique au début des années 1990 a été incontestablement le produit de l’intensification de la circulation des idées venues de l’Occident à la fin de l’ère soviétique. Il s’agit notamment du modèle d’ « organisation de la science » sous forme de *think tanks* exerçant leurs activités scientifiques et intellectuelles de manière « indépendante » des structures étatiques. Cependant loin d’être un transfert programmé, ce processus reposait en grande partie sur un mimétisme institutionnel.

L'importation des modèles institutionnels et cognitifs montre bien, dans le cas de la Biélorussie post-soviétique, que la création des *think tanks* n'est pas un phénomène *ex nihilo*. L'émergence de l'espace d'analyse sociopolitique non-étatique a été le résultat des interactions entre les modèles importés et des conditions locales préexistantes façonnées par la mutation et la dislocation du système soviétique.

La genèse du nouveau centre de prise de décisions politiques à Minsk (le système soviétique était hautement centralisé) et la croissance de la demande pour l'analyse des mutations sociopolitiques en cours qui l'accompagnait ont favorisé l'apparition des structures indépendantes de l'Etat, qui se posaient pour but de produire un « nouveau type » de recherche sociopolitique.

Les premières formes organisées et spécialisées de l'analyse politique sont fondées par des acteurs issus pour la plupart de la sphère académique, qui déclarent vouloir « désidéologiser » la science et la rendre plus adaptée aux contraintes de la réalité politique, économique et sociale. Loin d'être des dissidents idéologiques soviétiques, ils ne peuvent aucunement être considérés comme antisoviétiques ou antimarxistes de par leurs convictions de départ. Ces jeunes chercheurs et universitaires sont issus le plus souvent des positions intermédiaires en sociologie, dans les sciences politiques naissantes, et en économie à l'Académie des sciences et dans des universités périphériques (à leurs domaines d'études). Ils déclarent aspirer à faire de la science de manière indépendante en rendant utiles leurs connaissances théoriques – en prétendant au rôle des « conseillers du prince ».

Les nouvelles entreprises intellectuelles facilitent les contacts entre de différents espaces sociaux, tels que la politique, les affaires, l'académie et les media. Il s'agit avant tout du développement de contacts réguliers avec des agents issus de divers espaces ; au sein des *think tanks* se réalise le principe d'hybridation structurale<sup>2</sup>.

En se rapprochant du champ politique, les centres deviennent un lieu de consécration en avant-garde scientifique. Ils travaillent non seulement indépendamment des hiérarchies rigides des instituts étatiques et dans des conditions intellectuellement, économiquement et logistiquement favorables, mais aussi se constituent progressivement une image d'acteurs incontournables dans le champ politique tout en maintenant une reconnaissance dans le champ académique. Les interventions publiques des chercheurs non-étatiques et leur travail analytique leur ont aussi permis, avec le temps, de se constituer un statut de « politologues », « économistes » et « sociologues » sans nécessairement passer par l'obtention de diplômes correspondants.

La reconfiguration autoritaire du régime politique biélorusse modifie d'une manière considérable le rôle et la place des *think tanks* dans les champs politique et académique. Dans le nouveau système de relations, les *think tanks* sont progressivement écartés de la fonction de conseil auprès des décideurs politiques.

La proximité au champ politique a davantage politisé les centres de recherche biélorusses. La reconfiguration des forces dans le champ politique, implique pour les *think tanks* la modification du système de clients. Au fur et à mesure que de nombreux clients des centres basculent dans le registre de l'opposition politique, les répercussions d'une telle collaboration

---

<sup>2</sup> Voir à ce sujet dans un contexte fort différent : Medvets Thomas, « *Terra obscura. Vers une théorie des think tanks américains* » in Bérard Yann et Crespin Renaud (dir) *Aux frontières de l'expertise. Dialogues entre savoirs et pouvoirs*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

deviennent plus significatives. En même temps, la rupture des contacts avec les forces de l'opposition, - qui semblent d'ailleurs potentiellement aptes à renverser la situation, - se traduirait pour les centres par la perte du rôle politique et par un cloisonnement dans le champ académique.

Simultanément, la proximité avec le champ politique a rendu possible la modification de la composition des centres de recherche et leur politisation structurale suite aux changements constitutionnels de 1996 qui ont provoqué la dissolution du parlement et des licenciements de hauts fonctionnaires d'Etat. Les *think tanks* accueillent alors un nombre d'acteurs mis en marge du système politique. Certains d'entre eux, contraints à l'exit, se sentant personnellement offensés par le président Loukashenko et par ses réformes.

Il est difficile de situer le moment précis à partir duquel les *think tanks* deviennent des ennemis du nouveau régime. Les mécanismes de la construction de l'image d'un acteur hostile sont complexes. Le résultat de loin le plus significatif et durable de cette construction était le rapprochement symbolique entre les centres et l'opposition politique – à travers les campagnes du dénigrement publique, conduites par les médias officiels.

La proximité initiale avec le champ politique confère à l'espace de la recherche non-étatique une dimension politique forte, aussi bien au niveau structural qu'au niveau symbolique. Les centres sont désormais associés à l'opposition politique, « opposition nationaliste et anti-populaire », souvent sans tenir compte des préférences politiques personnelles des chercheurs. Tout comme l'opposition politique, les analystes se trouvent désormais marginalisés et progressivement bannis des sphères politique et médiatique officielles. Dans la nouvelle configuration des espaces, les centres partagent désormais l'« espace de l'opposition », un voisinage qui peut être stigmatisant surtout pour un acteur qui se pose comme axiologiquement neutre et structurellement indépendant.

En 2004-2005 suite aux contrôles effectués par le Ministère de la justice, la plupart de centres perdent le statut légal et avec lui le droit d'exercer l'activité analytique au nom de leur organisation. Ceux qui conservent le statut légal, comme c'est par exemple le cas pour le centre analytique « Strateguia » (la Stratégie), se trouvent en situation de difficulté financière, à laquelle s'ajoutent des mesures administratives défavorables. D'autres encore, tels que « Novak » (Centre d'études sociologiques) qui jouissent d'un statut d'entreprise privée, n'affichent pas ouvertement leurs préférences politiques, et se consacrent officiellement aux études du marché.

La pression étatique ne parvient cependant pas à éradiquer l'espace de l'analyse politique non-étatique. Cet espace se reconfigure et fait émerger de nouvelles formes institutionnelles : centres dont les sièges sociaux sont basés à l'étranger (notamment en Lituanie) mais qui travaillent en Biélorussie ou encore des plateformes plus ou moins souples fonctionnant majoritairement sur Internet. De nouveaux noms apparaissent. De jeunes chercheurs contestent les anciens.

Le processus de marginalisation institutionnelle et de la stigmatisation idéologique ne fait qu'accentuer le caractère « dissident », « résistant », « oppositionnel », voire « underground » de l'analyse sociopolitique non-étatique, qui devient un élément indissociable de l'activité professionnelle des chercheurs.

Ainsi, dans les deux cas on peut observer les processus, selon lesquels les phénomènes sociaux acquièrent une dimension protestataire, qui se transforme en un élément indispensable des modes d'activité étudiés. Il s'agit ici, à notre avis, du phénomène de la repolitisation.

### *Les mécanismes de repolitisation et ses usages*

Les deux objets étudiés présentent des caractéristiques qui témoignent de leur initiale proximité relative au politique. Ils sont déjà en quelque sorte politisés *a priori*, mais dans le contexte du régime autoritaire postsoviétique, ils acquièrent une dimension protestataire, bien plus conflictuelle. Les mécanismes de ce processus - aussi bien que les usages que les acteurs font de leur proximité à la politique - peuvent être variés et sont dus aux différents facteurs. Nous essayerons d'en dégager une esquisse.

#### *Importation, allodoxia, mimétisme ?*

Le rock contestataire et les *think tanks* sont des activités et des pratiques *a priori* extérieures au contexte autoritaire postsoviétique, mais qui parviennent progressivement à s'intégrer dans ce contexte. Sont-elles des phénomènes « importés » ? En quelque sorte – sans doute. Cependant, quand nous parlons de l'importation, nous ne voulons pas dire que ce processus est programmé, linéaire ou encore automatique. Ces modèles se modifient et se transforment par le contexte dans lequel ils sont importés et par la configuration des relations propres à ce contexte – le processus d'*allodoxia*<sup>3</sup>.

L'apparition des centres d'analyse non-étatique et du mouvement rock en Biélorussie est sans doute due à une certaine forme du mimétisme – on essaye de reproduire des pratiques occidentales<sup>4</sup>. En même temps, en imitant - pour des raisons souvent professionnelles et non pas militantes - des formes d'activité politisées, les deux phénomènes étudiés acquièrent une dimension politique eux aussi.

La musique rock *per se* est un objet artistique protestataire de par sa symbolique – la mythologie de ce courant musical est fondée sur les principes du non-conformisme, de la rébellion, du comportement considéré comme provocateur, de la révolte contre les normes sociales et morales<sup>5</sup>. Cette vague quasi-idéologie se présente aujourd'hui comme indissociable

---

<sup>3</sup> Voir à ce propos Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc, « Sur les rues de la raison impérialiste », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1998, Vol.121, n°1.

<sup>4</sup> Sur le mimétisme institutionnel voir Dakowska Dorota, *Les fondations politiques allemandes dans la politique étrangère : de la genèse institutionnelle à leur engagement dans le processus d'élargissement de l'Union Européenne* (Thèse de doctorat), Paris, Ecole doctorale de Science Po, 2005 ; Devaux Sandrine, *Engagements associatifs et postcommunisme. Le cas de la République tchèque*. Paris, Ed.Belin, 2005.

<sup>5</sup> Plusieurs formules ont été suggérées pour définir cette idéologie du mouvement rock, qui ne peut pas se résumer aux seules conventions musicales du style, p. ex.: *rock apparatus*, *rock aesthetics*, influence fluidique des cristaux de masse (respectivement : Grossberg Lawrence, « Another Boring Day in Paradise : rock and roll and the empowerment of everyday life », in *Popular Music, Vol. 4, Performers and Audiences*, (1984), Cambridge University Press, pp. 225-258 ; Regev Motti, "Rock Aesthetics and Musics of the World", in Frith S. (ed.) *Popular Music: critical concepts in media and cultural studies, Volume II, The Rock Era*, London & New York, Routledge, 2004, pp. 412- 430; Seca Jean-Marie, *Les musiciens underground*, Paris, PUF, 2001). Dans son commentaire sur notre travail durant un colloque, professeur Sean Wilentz de l'Université de Princeton nous a proposé le terme de *rock attitude*, comme englobant non seulement les aspect musicaux et idéels du rock, mais aussi les comportements corporels et pratiques vestimentaires des acteurs du rock.

de l'objet social qu'est le mouvement rock<sup>6</sup>. Du surcroît, la tradition du rock (anti-)soviétique impose en quelque sorte une certaine forme d'engagement politique au rock biélorusse qui apparaît dans les années 1980. Ainsi, si on veut faire du (vrai et authentique) rock en RSSB, de la « musique de la liberté », et non de la variété ou du « pseudo-rock » officiel et réactionnaire, il faut aller au contre-courant du système soviétique, considéré comme liberticide et oppressif – non seulement (et tellement) parce qu'on refuse le système, mais parce que c'est une exigence des mondes du rock.

De même, si un centre d'analyse sociopolitique au début des années 1990 aspire au statut de *think tank*, si ses organisateurs veulent se réclamer de ce modèle, il faut qu'ils adoptent certains éléments idéologiques qui sont propres à ce genre d'entreprise : « indépendance » (de l'état), désidéologisation par rapport à la science sociale soviétique réactionnaire et contrôlée, vouée à la propagande, *policy orientation* (production du conseil pratique, analyse des problèmes actuels), etc.<sup>7</sup> Dans le contexte de l'époque, une telle approche permet potentiellement d'accéder aux financements étrangers et de se constituer en un instrument privilégié de *democracy building* : il ne faut pas oublier que les *think tanks* sont considérés par les transitologues et les professionnels de la démocratie de l'époque comme des entités de la « société civile » qui peuvent et doivent faciliter la transition et surtout la consolidation démocratiques. L'adoption d'un modèle de l'analyse sociopolitique non-étatique permet également de réclamer la place d'un acteur nodal qui facilite les contacts entre les mondes des affaires, des médias, du pouvoir politique et de la science et qui conseille les gouverneurs. Ainsi, le rapprochement au politique<sup>8</sup> - ce qui implique un certain degré de la politisation - est un élément indispensable (et peut-être même voulu) de l'entreprise du mimétisme institutionnel.

Cependant ces logiques de la politisation initiale, supposée par les processus de l'importation ou du mimétisme, se transforment avec le changement autoritaire du régime, qui intervient à

---

<sup>6</sup> Il serait d'ailleurs intéressant de se pencher sur l'analyse du rapport entre la nature des valeurs et des revendications des nouveaux mouvements sociaux et les éléments de l'idéologie rock. Leur proximité idéologique en ce qui concerne les questions de l'autonomie, des revendications post-matérialistes, de la résistance au contrôle social et étatique est troublante. La période de l'apparition des nouveaux mouvements sociaux (les années 1960-1970) coïncide avec l'institutionnalisation et la consolidation du mouvement, ou, au moins, des bases primordiales de l'idéologie rock, en tant que musique fondée sur le non-conformisme, la résistance au contrôle étatique et social, la contestation des normes morales et sociales dominantes, etc. Qui plus est, c'est notamment le rock qui devient l'illustration artistique des mouvements contestataires dans les années 1960 – aux Etats-Unis en particulier – où plusieurs groupes rock ou *singers-songwriters* du folk rock (Jefferson Airplane avec *Volunteers*, MC5 avec *Kick Out the Jams* ou Bob Dylan) se posent non seulement en icônes du style musical bien populaire, mais aussi en portes parole des mouvements sociaux – contre la guerre, contre le racisme ou pour plus de solidarité sociale. On peut supposer que c'est à cette époque que le rock incorpore dans sa mythologie les éléments « contestataires » propres aux nouveaux mouvements sociaux. Il serait intéressant alors de remarquer que ces éléments revendicatifs et idéologiques empruntés aux nouveaux mouvements sociaux il y a près de quarante ans définissent fortement les logiques souvent commerciales du rock occidental dépolitisé d'aujourd'hui.

<sup>7</sup> Sur les conventions idéologiques du modèle des *think tanks*, voir par exemple Voir : Struyk Raymond J., *Reconstructive Critics: Think Tanks in Post-Soviet Bloc Democracies*. Washington, D.C., The Urban Institute Press, 1999; McGann James G., Weaver Kent R. (éd.), *Think Tanks and Civil Societies. Catalysts for Ideas and Action*, New Brunswick & London, Transaction Publishers, 2000; Stone Diana, "Recycling Bins, Garbage Cans or Think Tanks? Three Myths Regarding Policy Analysis Institutes" in *Public Administration*, 2007, Vol.85, N°2; James G. McGann (with Erik C. Johnson), *Comparative Think Tanks, Politics and Public Policy*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2005.

<sup>8</sup> Il serait évidemment erroné de postuler l'existence d'une science sociale apolitique. Il s'agit ici de la forme des relations avec le politique qui changent : des formes de relations occultées aux relations plus ouvertes et déclarées entre la science sociale et la politique.

partir de 1995. Les espaces du rock et de l'analyse sociopolitique non-étatique se rapprochent de l'espace nouvellement constitué de l'opposition et acquièrent une dimension hautement contestataire. Il s'agit alors pour nous de la repolitisation. Mais ses mécanismes ne sont pas si simples qu'il peut paraître, ils ne dépendent pas toujours des logiques de l'engagement idéologique (ou militant) des acteurs, et en partie ne dépendent pas de leur volonté du tout.

### *Repolitisation, surpolitisation et engagement*

La notion de la repolitisation est utilisée le plus souvent pour décrire l'apparition des « mouvements politiques non conventionnels », les « ailleurs » de la politique où s'effectue le passage du débat public de la scène conventionnelle vers des espaces a priori moins politiques<sup>9</sup>. « Il semble ainsi se dessiner [...] un mouvement d'ensemble protéiforme pour une participation directe des profanes aux débats, aux décisions et aux fonctions politiques »<sup>10</sup>.

Le sens, dans lequel nous utilisons cette notion ici est un peu plus spécifique : le terme de « repolitisation » décrit pour nous un processus de politisation ultérieure des formes d'activité qui, on vient de le voir, sont déjà relativement politisés. Plus concrètement, dans le contexte de notre présentation, il s'agit de l'acquisition par un type d'activité (musique rock et analyse sociopolitique) de la dimension protestataire, oppositionnelle au régime en place.

Un des éléments importants pour comprendre ce processus est le phénomène de la surpolitisation, qui, nous le croyons, est propre au contexte des régimes autoritaires.

La configuration des relations de pouvoir dans le régime autoritaire produit des effets spécifiques par rapport aux conditions d'expression politique, qui, à leur tour, ont une influence notable sur les modes de politisation des acteurs, y compris ceux venant des champs artistique et académique, dont ceux du rock contestataire et de l'analyse sociopolitique non-étatique. Ainsi, le verrouillage du champ politique et le contrôle de l'espace d'expression publique dans le cadre du système politique contraignant provoque des effets de surpolitisation. Selon Gisèle Sapiro, qui a étudié la situation des écrivains sous l'Occupation, « la surpolitisation [...] confère aux comportements une signification politique indépendamment du sens que leur donnent les intéressés (c'est la raison pour laquelle, de nos jours encore, les attitudes des écrivains sous l'Occupation sont généralement envisagées d'un point de vue strictement politique) »<sup>11</sup>.

Alors, toute activité qui est liée aux prises de position publiques peut être perçue comme politique par les médias, acteurs du champ politique, etc. indépendamment de la volonté de ceux qui exercent cette activité et prennent position. L'aspect protestataire et non-conformiste de la mythologie rock et les éléments idéologiques portés par le modèle des *think tanks* se voient aussi renforcés sous l'effet de la surpolitisation.

Ainsi, une chanson, dont le texte est ambiguë et polysémique ; ou encore la participation d'un analyste non-étatique à une conférence, où participent également des représentants des parts d'opposition ; ou encore une critique scientifique d'un programme économique du

---

<sup>9</sup> Sur les études de la « politique ailleurs », voir CURAPP, *La politique ailleurs*, PUR, Rennes, 1998.

<sup>10</sup> Darras Eric, « La présentation. Pour une lecture réaliste des formes non conventionnelles d'action politique » in CURAPP, op.cit, p.6.

<sup>11</sup> Sapiro Gisèle, *La guerre des écrivains. 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999, p.14

gouvernement – peuvent être interprétées par des acteurs tiers comme des prises de position politique et des indicateurs de l'engagement politique – que les musiciens et analystes le veuillent ou non. Parfois il s'agit même d'une vraie surinterprétation politique des produits artistiques et scientifiques, qui impute aux acteurs des prises de positions.

A cela s'ajoutent les effets de la censure. Les différentes formes d'intervention étatique (interdictions pour les artistes de se produire, arrestations, refus d'enregistrement officiel ou fermeture d'un centre d'analyse sociopolitique, répressions en tout genre) peuvent avoir des effets sur les formes de prises de position politiques, mais ces effets peuvent être différents des - ou même contradictoires aux - aspirations des censeurs. Ceci en suivant l'hypothèse, selon laquelle non seulement (ou autant) le caractère politique des œuvres et des activités conduit à la censure, mais c'est la censure qui produit des effets de politisation et confère aux œuvres et activités un caractère politique. Paradoxalement la pression étatique politise les prises de position, en conférant parfois aux acteurs une certaine forme du capital symbolique et une aura héroïque *underground* et protestataire.

Rappelons également, que l'accès aux activités politiques dans leur conception classique est plus difficile dans les régimes autoritaires que dans des systèmes démocratiques. En Biélorussie le politique dans son sens classique est monopolisé par deux types d'acteurs : ceux qui peuvent être désignés comme pouvoir en place/régime/Etat, qui inclut l'institution de président de la république, les fonctionnaires d'Etat au niveau national ou local, tous les membres du parlement, etc. ; et l'opposition politique – un ensemble hétérogène et institutionnalisé des partis extraparlimentaires et acteurs du « troisième secteur » qui contestent la légitimité et la légalité du régime politique depuis plus de quatorze ans. Dans cette situation le rock contestataire et l'analyse sociopolitique, avec leur symbolique politique propre, mais se plaçant hors concurrence directe avec les acteurs classiques du politique, peuvent présenter une forme d'engagement politique alternatif, une forme de mouvement politique non conventionnel, un nouvel espace de contestation, l'entrée dans lequel se fait au moindre coût.

#### *Usages stratégiques de la proximité au politique*

On peut supposer également, que les acteurs peuvent utiliser leur proximité au politique – même à l'espace de l'opposition – dans les buts stratégiques.

Avant tout, surtout durant les premières étapes de l'institutionnalisation de l'activité, la proximité au politique peut être utilisée pour s'autonomiser par rapport à « l'espace-mère », se distinguer au sein de l'espace artistique ou académique.

L'adaptation de la langue biélorusse et des symboliques contestataire par le rock « national » dans les années 1980 était, paraît-il, en partie due à l'aspiration de certains groupes de se distinguer et devenir plus connus. On sait bien que l'originalité et l'innovation sont des formes importantes du capital au sein des espaces artistiques. En se politisant, les groupes rock prétendent au statut de l'avant-garde artistique.

Quant aux premiers acteurs de l'analyse sociopolitique, le rapprochement avec le politique leur a permis de s'extraire de l'espace académique classique, d'où venait la plupart des analystes devenus *think tankers*. Le contact avec les mondes d'affaires, des médias et de la

politique ont présenté un nombre d'avantages au début des années 1990 – aussi bien dans le domaine matériel (financement public ou privé, étranger ou national), que symbolique (statut des conseillers du prince, accès aux médias, notoriété, statut d'avant-garde scientifique). De plus, pour certains des analystes, le passage par la case « *think tank* » pourrait devenir un tremplin vers la carrière politique.

Avec le tournant autoritaire du régime biélorusse, la proximité à l'opposition - ou même alliances implicites avec les forces de l'opposition – pouvait également offrir certains avantages.

Premièrement, l'opposition pourrait revenir au pouvoir, et dans ce cas les acteurs pourraient, potentiellement, accéder aux positions de pouvoir – dans l'art pour le rock contestataire (un peu sur le modèle de la République Tchèque, où le rock est devenu un style musical favorisé, voir officiel dans les années 1990) ; ou dans le conseil et expertise politique, pourquoi pas au niveau de la haute fonction publique, pour l'analyse sociopolitique.

Deuxièmement, en attendant, le rock contestataire et l'analyse sociopolitique non-étatique jouissent du statut « héroïque » de la dissidence et résistance antiautoritaire et démocratique - artistique et scientifique respectivement. Ils profitent également de l'accès favorisé aux médias de l'opposition.

La légitimité experte des analystes est entretenue par les partis politiques d'opposition, qui leur fournissent une reconnaissance politique à travers les conseils d'experts, travail dans le cadre des campagnes politiques, etc. L'opposition, ensemble avec les organisations internationales actives dans le pays, créent la demande politique pour l'expertise produite par les analystes non-étatique ; les médias de l'opposition constituent la demande médiatique et les trois présentent des sources de revenus. Egalement, la proximité à l'opposition favorise la persistance de l'image « démocratisante » des analystes, en les rendant plus attractifs pour les bailleurs de fonds occidentaux.

Les rockers bénéficient d'un certain soutien matériel des organisations politiques (qui organisent des concerts et distribuent souvent des disques du rock – même quand certains sont interdits), mais aussi du soutien symbolique. Les partis de l'opposition leur fournissent l'accès aux médias, les militants et sympathisants des partis de l'opposition ont une propension à devenir des fans et compléter le public des groupes rock, et la symbolique oppositionnelle favorise la conformité des groupes à la mythologie contestataire du rock. Cette image contestataire provoque également une attention et un intérêt international aux « résistants artistiques à la dernière dictature de l'Europe », ce qui se transforme en concerts à l'étranger ou autres formes de soutien international.

Ainsi, on assiste à l'apparition d'un certain ethos dissident professionnel – la contestation et l'opposition au régime autoritaire sont devenues des éléments indispensables de l'activité professionnelle – artistique ou analytique - spécifique.

De l'autre côté, dans leurs relations avec les analystes sociopolitiques non-étatiques, les partis de l'opposition jouissent d'une forme de légitimité, fondée sur la reconnaissance par les experts. A travers la coopération avec les musiciens rock, les forces de l'opposition peuvent espérer se rendre plus attractifs pour la jeunesse. Les analystes et les rockers fournissent

également aux partis de l'opposition une forme de soutien des cercles intellectuels et artistiques.

Troisièmement, l'engagement oppositionnel peut être utilisé par les nouveaux acteurs de l'analyse sociopolitique et du rock contestataire, afin de contester la domination des acteurs plus anciens.

A la fin des années 1990, un courant radical du rock contestataire a fait scission avec le courant « traditionnel », en l'accusant d'être trop consensuel et de jouer le jeu des autorités. Les messages contestataires du courant dominant - qui aurait voulu conserver l'accès au système commercial de production et de distribution - seraient trop allusifs et pas assez explicites.

Dans les années 2000, une nouvelle génération des analystes non-étatiques mettent en avant leur position politique et parfois leur appartenance aux partis de l'opposition. Ils parlent et écrivent en biélorusse et réclament (bien que souvent assez implicitement) une rupture avec les « anciens » analystes dominants, issus dans la grande partie du système académique soviétique et diplômés par ce même système.

#### *Inconvénients de la proximité au politique*

La proximité au politique, surtout lorsqu'il s'agit de l'espace de l'opposition, présente certes des inconvénients dans un régime autoritaire.

Le premier et le plus évident est l'existence de la censure – diverses formes d'intervention étatique plus ou moins répressive dans l'exercice de l'activité – artistique ou scientifique dans nos deux cas. Les formes de la censure peuvent varier – en allant de l'absence du financement public et du désintérêt de l'Etat et des médias officiels aux répressions plus importantes, comme, par exemple, licenciements des experts des centres analytiques non-étatiques s'ils combinent cette activité avec le travail « officiel » dans une institution académique, fermetures des centres analytiques, entraves dans la production et dans la distribution du produit intellectuel ou artistique, interdictions de concerts ou de l'antenne, etc.

Face à la censure, les acteurs adoptent des stratégies d'évitement : enregistrement officiel des centres analytiques à l'étranger, passage vers les formes plus virtuelles de travail (absence des formes institutionnelles officiellement reconnues n'implique pas l'absence de l'activité), exil vers et cantonnement dans l'espace médiatique oppositionnel, ou, pour les musiciens, adaptation des formes moins explicites des prises de position. Cependant ces stratégies d'évitement ne parviennent que minimiser les effets de censure sur l'activité professionnelle, sans jamais les annuler totalement.

Un autre problème est celui de l'assimilation symbolique avec l'opposition, liée à une perte importante de l'autonomie au profit du champ politique. Ce problème implique des stratégies d'autonomisation, donc de distinction, par rapport à l'opposition politique. Ainsi, on peut assister aux tentatives des acteurs de s'extraire de l'espace de l'opposition politique, soit en dépolitisant son activité, soit en insistant sur le caractère spécifique (non politique) de cette activité.

Les analystes non-étatiques ont choisi d'insister sur la spécificité scientifique et « indépendante » de leur activité, en multipliant les critiques visant les forces de l'opposition, leurs stratégies et leurs campagnes politiques. Ainsi, les acteurs de l'espace de l'analyse sociopolitique non-étatique se définissent en acteurs « extérieurs », indépendants de l'opposition politique au sens strict.

La stratégie de dépolitisation semble avoir été mise en place par le rock contestataire. Les acteurs du rock contestataire se retrouvent dans une situation contradictoire, où leur légitimité est au moins en partie définie par la proximité aux acteurs de l'opposition, et les conditions de l'exercice de leur activité professionnelle sont contrôlées par les organes du pouvoir, ce qui a été démontré par l'existence des « listes noires » informelles, interdisant les concerts et l'antenne de télévision et de radio aux principaux groupes. La proximité au politique devient alors en même temps une ressource cruciale et un inconvénient de taille pour l'activité artistique de ce mouvement. Conséquemment, à partir de 2007 on assiste aux tentatives d'une relative dépolitisation du rock contestataire traditionnel. Ces tentatives n'ont pas été totalement réussies, étant donné que les listes noires se sont réapparues en mars 2011, et une dizaine de concerts ont été interdits durant le mois de mars.

*Dans le cadre de la communication nous présentons les résultats des deux recherches menées depuis 2005. Ces études se fondent sur (1) les entretiens semi-directifs avec les acteurs majeurs de la scène rock, de la communauté d'analystes indépendants en sciences sociales, de l'espace de l'opposition politique au Belarus et des responsables d'organisations internationales actives dans le pays, (2) analyse des media et des documents textuels et sonores ainsi que (3) l'observation participante.*